

L'ÉOLIEN CREATEUR D'EMPLOIS

LE GOUVERNEMENT LE SOUHAITE-T-IL VRAIMENT ?

Paris, le 19 novembre 2012.

A l'aube de la concrétisation du projet Le Mont des 4 Faux, parc éolien terrestre situé dans le sud du département des Ardennes, un collectif d'élus ardennais lance un cri d'alarme quant au mutisme du Ministère de la Défense. **Un projet éolien novateur, Le Mont des 4 Faux cristallise toutes les urgences du gouvernement actuel : transition énergétique, compétitivité, redressement productif, innovation et lutte contre le chômage.**

6 années ont été nécessaires pour développer le projet, près de 2,5 millions d'euros ont déjà été investis.

Alors qu'attendent les ministères concernés pour œuvrer ensemble et en finir avec la segmentation des portefeuilles dont les aspirations et les objectifs sont inextricablement liés? Quels sont ces freins invisibles qui poussent à l'évitement. Sans réponse du Ministère de la Défense début décembre, ce sont 700 millions d'investissement qui se trouveront anéantis.

Le Mont des 4 Faux a le potentiel pour devenir le premier parc éolien à l'échelle européenne. Ses futurs 47 aérogénérateurs, à la pointe de la technologie, d'une puissance nominale de 7,5 MW sont les plus puissantes au monde à ce jour. **Il permettra d'éviter l'émission annuelle de 245 000 tonnes de CO²** et assumera l'équivalent de la consommation électrique annuelle de 280 000 foyers (hors chauffage).

Ce projet précurseur sera le plus conséquent investissement à ce jour de la Région Champagne-Ardenne et sera **le parc éolien terrestre le plus puissant de France en termes de production électrique.** Face au contexte économique national, face aux volontés politiques d'une région, il n'est pas envisageable de perdre une telle opportunité de développement de l'éolien en France et de laisser fuir un tel investissement !

Ce projet éolien est une opportunité contribuera à lui seul en termes de production d'énergie éolienne à :

- > **2% de l'objectif national,**
- > **13% de l'objectif régional,**
- > **60 % de l'objectif départemental.**

L'éolien français demeure le parent pauvre de l'impulsion de la transition énergétique débutée il y a 15 ans, alors même que notre pays possède le second gisement éolien européen.

L'année de la campagne présidentielle nous a appris que lorsque nos politiques se mobilisent, certains sont capables de déployer l'énergie nécessaire pour identifier des solutions de reprises d'entreprises ou de reclassements professionnels salvateurs.

Les autorités locales ainsi que les élus Champ-Ardennais, au-delà des clivages politiques ont interpellé à maintes reprises le gouvernement sur le devenir du projet Le Mont des 4 Faux à l'aube de la fin de son instruction de permis de construire. CES REQUETES RESTENT A CE JOUR LETTRE MORTE.

Comment la France peut-elle faire l'économie de tel projet sans tenter la moindre initiative pour favoriser le développement de la filière verte? Madame BATHO, Ministre en charge de l'environnement et du développement durable, scandait en juillet dernier : « L'écologie est un levier pour l'économie ! » (source *Libération* 06/07/2012), mais comment traduit-elle ses paroles en action ?

Il s'agit de la création de près de 100 emplois pérennes formés localement sur une période minimale d'exploitation de 20 ans, près de 300 personnels de chantier pendant les 3 années consacrées à la construction du parc.

La France accuse aujourd'hui un retard sur le développement des énergies renouvelables dont l'objectif est fixé à 23% à l'horizon 2020. A l'heure où le débat national sur la transition énergétique prend place, le gouvernement actuel se targue d'une politique de redressement productif. **WindVision France demeure donc en attente d'un véritable arbitrage traité par le Ministère de la Défense concernant la cohabitation entre un radar en fin de vie et leurs éoliennes ;** cette décision entérinera la fin de l'instruction du permis de construire attendue **mi-décembre 2012.** Au-delà de ce délai, **le Mont des 4 Faux se verra avorté et caduque.**

Nous demeurons à ce **jour sans nouvelle du Ministère de la Défense. LE TEMPS PRESSE !**